

Table de gestion intégrée des ressources et du territoire – Commune
Compte-rendu de la rencontre du 26 mars 2019
Salle Multifonctionnelle de Caplan, 2 boul. Perron Est, Caplan

Liste des présences :

Nom	Organisation	Secteur	Présence (X)
Jonathan Synnott	Association Coopérative Forestière de St-Elzéar	Forêt, BGA	X
Mathieu Vallière	Fédération québécoise des clubs quads	Utilisateurs/ sentiers	X
Ronald Cormier	Association des pêcheurs sportifs de la Bonaventure inc.	Faune	X
Marc Gauthier	Association des pêcheurs sportifs des rivières Cascapédia inc. /FQSA	Faune	
Bernard Dubé	Association provinciale des trappeurs indépendants (APTI) - Conseil de la Gaspésie	Faune	X
Vanessa Bouffard Thibault	Bois d'œuvre Cedrico inc. (Causapcal)	Forêt, BGA	X
Yvan Gagnon	PRAU Gespeg	Forêt, PRAU	
Yves Briand	Conseil de l'Eau Gaspésie Nord	Environnement	X
Emmanuelle Vallières	Conseil de l'Eau Gaspésie Sud	Environnement	
Caroline Duchesne	Conseil régional de l'environnement	Environnement	
René Babin	Coopérative d'aménagement forestier de la Baie-des-Chaleurs	Travaux sylvicoles	
Mario Skelling	Damabois Division Cap-Chat	Forêt, BGA	X
Alain Poitras	Fédération des chasseurs et pêcheurs de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Faune	X
Ken Arseneault	PRAU Gesgepegiag	Forêt, PRAU	
Mathieu Piché-Larocque	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Steve Leblanc	Groupe de scieries G.D.S. inc	Forêt, BGA	X
Pierre-Luc Desjardins	Groupement forestier coopératif Baie-des-Chaleurs	Travaux sylvicoles	X
Dominic Lavoie	Groupe Lebel	Forêt, BGA	X
Sylvain Réhel	Les entreprises agricoles et forestières de Percé	Travaux sylvicoles	X
Martin Cummings	PRAU Listuguj	Forêt, PRAU	
Scott Metallic	Mi'gmawei Mawiomi Secretariat	Autochtone	
Amanda Crozier	Mi'gmawei Mawiomi Secretariat	Autochtone	
Gaetan Bernatchez	MRC Avignon	Municipal	X
Gaétan Bélair	MRC Bonaventure	Municipal	
Pascal Caron-Savard	MRC de la Côte-de-Gaspé	Municipal	X
Sébastien Lévesque	MRC de la Haute-Gaspésie	Municipal	
Louis Babin	MRC le Rocher Percé	Municipal	X
Claude Isabel	Parc national de la Gaspésie	Faune	X
Mathieu Coté	Parc national Forillon	Faune	X
François Godin	Produits forestiers Temrex, SEC	Forêt, BGA	X

Martin Leblanc	Produits forestiers Temrex, SEC	Forêt, BGA	X
Yves Briand	Réserve faunique de Port-Daniel	Faune	X
Berchmans Drouin	Réserve faunique des Chic-Chocs	Faune	X
Patrick Gendreau	Sépaq (réserves fauniques)	Faune	X
Marc-Antoine Allard	Société Cascapédia inc.	Faune	X
Réjean Blouin	Société de gestion de la rivière Cap-Chat	Faune	X
Marc Paquet	Société de gestion de la rivière Cap-Chat	Faune	X
Jean Roy	Société de gestion des rivières du grand Gaspé inc.	Faune	X
Rémi Lesmerises	Société de restauration et de gestion de la Nouvelle	Faune	X
Mario Bernier	Uniboard Canada inc. (Sayabec)	Forêt, BGA	X
Pierre Poulin	Club des Ornithologues de la Gaspésie	Faune	X
Myriam Bergeron	Fédération Québécoise pour le Saumon Atlantique (FQSA)	Faune	
Charles-Philippe M. Laflamme	Yoland Laflamme inc.	Forêt privée	

Présences du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs :

Mélanie Gaudette, Ing. forestier UA 11161/ Martin Emond, Ing. forestier UA 11263 / Andrew Gilker, ing forestier, DGFo/ Annie Malenfant, ing. forestier DGFo/ Alain Leblanc, Chef UG de la Gaspésie/ Daniel Villeneuve, Chef UG de la Baie-des-Chaleurs/ Pierre Desmeules, biologiste DGFo/Emmanuel Gendron, BMMB.

Présences invitées : Lise Harrison, Consortium horizon bois Gaspésie

Point	Discussions	Décision / Recommandation	Responsabilité / Échéancier
1. Ouverture de la rencontre	Marianne Desrosiers ouvre la rencontre à 9h05	S. O.	S. O.
2. Lecture, suivi et adoption du PV de la rencontre du 13 février 2018	<p>Marianne effectue un retour sur le compte-rendu.</p> <p>Pt 2 reporté de la rencontre précédente (Présentation RADF): La TGIRT avait demandé des précisions sur la notion d'utilisateur régulier (article 97 et 116 du RADF). La réponse reçue du bureau central du MFFP indique qu'il est prévu d'ajouter des précisions à la notion d'utilisateur régulier dans le Guide RADF. Actuellement, il est proposé d'interpréter la notion d'utilisation régulière comme l'utilisation fréquente d'un chemin par un intervenant pour réaliser les activités reliées à son domaine d'activité. Le chemin donne accès à un territoire ou à un bâtiment requis pour le déroulement de l'activité.</p> <p>Pt 7. Le canevas de légende pour les consultations en lien avec la grille de gestion des écarts n'a pas encore été proposé</p> <p>Pt 10: Les résultats projet de recherche sur la gestion intégrée n'ont pas encore été diffusés par la personne en charge de la recherche. Les résultats seront disponibles en mai</p> <p>Pt 13 : Suivi de la préoccupation de Jean Roy concernant les chemins ouverts durant l'hiver pour la récolte et endommagés par le passage de véhicules à la fonte des neiges : Annie Malenfant indique que le Ministère a prévu une rencontre concernant ce dossier durant la semaine.</p> <p>Les autres points de suivi font l'objet de points à l'ordre du jour.</p>	<p>S.O.</p> <p>Prochaine TGIRT</p> <p>Prochaine TGIRT, si possible</p> <p>Présentation de la mesure prise lors de la prochaine TGIRT</p>	<p>S.O.</p> <p>Aménagistes</p> <p>Marianne</p> <p>Annie Malenfant</p>
3. Suivi des actions en lien avec le Colloque saumon et foresterie	<p>A) L'outil de collecte sur l'état des traverses de cours d'eau et le guide d'utilisation sont pratiquement finalisés. Une formation est prévue pour le transfert de l'outil. Les rivières Bonaventure et Nouvelle ont effectué des demandes de financement pour effectuer des inventaires de traverses de cours d'eau et prévoient utiliser l'outil développé pour les TGIRT. Le Club de Quad Avignon a également obtenu un financement pour effectuer l'inventaire de 100 ponceaux situés le long de son réseau.</p> <p>Marianne indique que l'application peut être utilisée en téléchargeant l'application à partir d'un appareil mobile (téléphone intelligent ou tablette). Toutefois, pour avoir accès à une mise à jour en temps réel des données inventoriées par les autres utilisateurs, il est nécessaire de disposer d'un nom d'utilisateur ESRI (disponible avec une licence ARCGIS avec entretien annuel). Des noms d'utilisateurs pourraient être achetés pour les membres des TGIRT ayant des projets d'inventaire de traverses de cours d'eau</p> <p>Les formations auront lieu à partir de la mi-juin</p>	<p>Finaliser l'outil et le guide</p> <p>Achat de noms d'utilisateurs supplémentaires</p>	<p>Début mai</p> <p>Marianne, pour la mi-juin</p> <p>Marianne, pour le 15 mai</p>

	<p>B) La caractérisations des drainages 5 et 6 a été effectuée; Pierre présente les superficies de drainage 5 et 6 incluses au calcul de possibilité forestière selon différents considérations : inclusion dans la bande riveraine de 20 m ou de la bande de 60 m d'un cours d'eau permanent ou d'une rivière à saumon.</p> <p>Les prochaines étapes constitueront à évaluer s'il est possible d'exclure d'emblée de la planification des secteurs ou d'intégrer des mesures opérationnels (ex chantier d'hiver; branches dans sentiers etc.), selon le cas.</p> <p>C) Redéfinition des sous-bassins versants : ce volet n'a pas encore été mis en route. La MRC envisage l'embauche d'un géomaticien pour s'assurer de l'avancement de ce dossier</p>	<p>Préparer les formations et fixer les dates</p> <p>Pierre sollicitera industrie pour évaluer les options de retrait ou de mesures opérationnelles pour les drainages 5 et 6 considérés</p> <p>Pierre effectuera un rapport sur les analyses produites</p> <p>Suivi à la prochaine TGIRT</p>	<p>Pierre, prochaine TGIRT</p> <p>Marianne</p>
<p>4. Mesures intérimaires pour le rétablissement du caribou</p>	<p>Pierre Desmeules présente le plan d'action ministériel et les mesures intérimaires pour le rétablissement du caribou.</p> <p>Mathieu Morin spécialiste du caribou de la Gaspésie au secteur faune du MFFP devait aborder les aspects biologiques et fauniques du plan. Il sera disponible à la prochaine TGIRT pour répondre aux questions relatives à ces sujets.</p> <p>Le plan d'action régional s'inscrit dans la stratégie provinciale de rétablissement du caribou. Il se décline en trois phases.</p> <p>1) Gestes concrets dans l'immédiat</p> <ul style="list-style-type: none">-Ajustement des mesures de protection : bonification et renforcement de mesures comme le contrôle des prédateurs, l'encadrement des activités récréatives, la sensibilisation, la surveillance et les inventaires de population.-Application de mesures intérimaires (décrites dans la seconde partie de la présentation) <p>2) Interventions à court terme :</p> <ul style="list-style-type: none">- Élaboration plan aménagement forestier adapté : préserver et accroître les habitats favorables au caribou, notamment par un plan de gestion de la voirie, tout en préservant la création de richesses issues des activités de récolte. Le Ministre a d'ailleurs prévu un budget pour compenser les impacts socio-économiques pouvant découler du plan d'aménagement forestier.-Cohabitation harmonieuse : réduire les problèmes liés au dérangement par des utilisateurs (activités récréatives, projets de développement commerciaux et industriels), en intégrant plusieurs intervenants régionaux dans la recherche d'harmonisation des usages.	<p>Présentation des aspects biologiques et fauniques du plan d'action du Ministère</p>	<p>Mathieu Morin, prochaine TGIRT</p>

	<ul style="list-style-type: none">- Protection et surveillance de la population et de son habitat : réduire les risques de mortalité, entre autres reliés au braconnage;-Adhésion aux efforts de rétablissement : bien que les intervenants s’entendent (généralement) sur la nécessité de protéger le caribou, plusieurs craignent les impacts socio-économiques reliés à son rétablissement. Une meilleure communication est nécessaire pour opérationnaliser le plan (ex : TGIRT, comité liaison MRC)- Acquisition de connaissances : continuer à approfondir les connaissances, entre autre sur la démographie et de la répartition du caribou. <p>3) Interventions à long terme</p> <ul style="list-style-type: none">- Mesures de conservation adaptées : gradient de conservation (Par ex. : on ne prévoit pas la création d’aires protégées strictes, mais plutôt le déplacement de refuges biologiques en cours de création vers des secteurs favorables au caribou-Mesurer l’efficacité de la stratégie : plan de suivi, bilans réguliers <p>Le plan de rétablissement n’a pas encore été déposé. Le Ministre poursuit actuellement des analyses supplémentaires avant son dépôt.</p> <p>-Réjean Blouin indique qu’il s’attendait à ce qu’une consultation précède la mise en place des mesures. Il se questionne entre autre sur la prise en compte du positionnement des élus régionaux dans l’élaboration du plan d’action.</p> <p>Pierre Desmeules indique que certaines mesures sont déjà prises, comme les mesures intérimaires de protection qui s’appliquent à l’aménagement forestier, afin de s’assurer que les options de protection soit encore possibles. Il indique également qu’un comité de liaison entre le MFFP et les élus est en place. Comme indiqué dans le plan d’action, l’implication des partenaires est explicite dans la notion de Cohabitation harmonieuse. Toutefois, il n’y a pas à ce stade de forme précise de participation ayant été décrite.</p> <p>-M. Blouin aimerait connaître le bilan du plan de rétablissement précédent. Claude Isabel indique qu’un bilan de mi-parcours a été fait, mais qu’il n’y a pas eu de rapport sur le bilan final. Mathieu Morin pourrait amener des précisions sur ce sujet lors de la prochaine TGIRT.</p> <p>-Alain Poitras se questionne sur l’impact qu’auront les mesures de préservation de l’habitat du caribou sur l’habitat de l’orignal: assisterons-nous à une diminution des aliments de qualité pour l’orignal ? Est-ce que le plan pourrait affecter négativement les populations d’orignaux, un levier économique important?</p> <p>Martin Émond indique que les cibles de peuplement d’alimentation pour l’orignal seront atteintes dans le prochain PAFIO. Claude Isabel rappelle que la densité d’orignaux est plus élevée dans le Parc de la Gaspésie, où aucune récolte ou travaux sylvicoles ne sont effectués. Ainsi, la diminution des interventions d’aménagement forestier ne serait pas un facteur limitant pour la population d’orignaux.</p>	<p>Bilan du plan d’action 2013-2018 pour le rétablissement du caribou de la Gaspésie</p>	<p>Mathieu Morin, prochaine TGIRT</p>
--	---	--	---------------------------------------

	<p>Pierre Desmeules rappelle que le Ministère est tenu de faire un plan d'action parce que la population de caribou des bois de la Gaspésie est menacée d'extinction. Il s'agit d'une obligation légale. Le Ministère ne prévoit pas mesurer l'impact du plan sur l'original. Il souligne que la chasse à l'original ne sera pas interdite, d'autant plus qu'elle est même susceptible d'aider indirectement le caribou en diminuant les proies alternatives de ses prédateurs.</p> <p>-Alain Poitras aimerait en savoir davantage sur les impacts du ski et de la randonnée dans le parc. Il perçoit que le dérangement occasionné par ces activités pousse le caribou à se déplacer hors du Parc de la Gaspésie, vers des secteurs où la prédation est plus importante. Pierre Desmeules: La présence du caribou en dehors des limites du Parc est normale.</p> <p>-Steve Leblanc : Dans la phase 2 du plan d'action qui porte sur la cohabitation harmonieuse, on prévoit la participation de plusieurs partenaires régionaux. Quel est le processus prévu? Pierre Desmeules: La forme que prendra la participation des intervenants est encore inconnue. Il est certain que l'industrie sera mise à contribution pour l'opérationnalisation du plan d'action. On s'attend à avoir plus de précisions sur ce sujet à la mi-avril.</p> <p>-Mario Bernier : L'amélioration de l'habitat du caribou passe par une augmentation de la forêt mature. En contrepartie, l'épidémie de tordeuse atteint particulièrement les sapinières matures. Comment sera-t-il possible d'atteindre nos objectifs dans une situation qui appelle une si forte contradiction? Pierre Desmeules: un plan d'arrosage est en cours d'élaboration avec la SOPFIM qui permettra de sauver une partie des forêts matures. Le plan favorisera entre autres des peuplements susceptibles d'être fréquentés par le caribou. Mario Bernier indique qu'il faut également tenir compte de l'approvisionnement des usines. En effet, tous les industriels ne peuvent pas s'approvisionner dans le sud de la région. Il indique qu'il est nécessaire de développer une manière d'aménager la forêt qui soit également favorable au caribou.</p> <p>-Jonathan Synnott: Avec environ 70 individus, la population est-elle toujours viable? Peut-elle revenir à son niveau initial? Le bassin génétique est-il adéquat? Pierre Desmeules : Mathieu Morin pourra répondre à cette question. Toutefois, rappelons que l'obligation de protéger les espèces en voie de disparition (désignation fédérale) et menacées (désignation provinciale) fait l'objet d'une loi et ne peut en ce sens être remise en question.</p> <p>- Yves Briand suggère d'inviter Martin-Hughes Saint-Laurent à la TGIRT. Pierre Desmeules rappelle que l'apport de Martin Hughes Saint-Laurent a été effectué via sa participation à l'Équipe de rétablissement, dont les recommandations ont été prises en compte par le Ministère qui est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan.</p> <p>- Claude Isabel indique qu'un Colloque sur le caribou pourrait être pertinent afin d'améliorer notre compréhension commune de la situation et de vider certaines questions soulevées par différents intervenants.</p>	<p>Apporter des précisions sur la forme de participation des intervenants à l'opérationnalisation du plan d'action</p> <p>Apporter des précisions quant à la viabilité de la population de caribous de la Gaspésie</p>	<p>Pierre Desmeules, prochaine TGIRT</p> <p>Mathieu Morin, prochaine TGIRT</p>
--	---	--	--

	<p>Pierre Desmeules présente les mesures intérimaires qui entrent en vigueur.</p> <p>Objectifs des mesures intérimaires :</p> <ul style="list-style-type: none">- Préserver les options de protection possible d’ici la production du plan d’aménagement forestier de l’aire de répartition du caribou de la Gaspésie.- Mobiliser suffisamment de bois pour approvisionner les usines, en assurant des distances de transport adéquates. A court terme donc, il n’y aura pas d’impact sur l’approvisionnement. <p>Les mesures concernent des zones sensibles, soit des COS qui touchent des secteurs fréquentés par le caribou lesquels ont été déterminés à partir de données GPS (ex. : sites de mise pas, d’élevage et d’hivernage). Le découpage reste à peaufiner, mais on compte actuellement 70 km² en zone sensible dans la 11161 et 1830 km² dans la 11263 (815 km² supplémentaires exclus de la récolte).</p> <p>Donc, il n’y a pas de nouveaux secteurs de récolte dans les zones sensibles, pas de construction de nouveaux chemins (réfection des anciens chemins autorisée), et les travaux sylvicoles qui contribuent à rétablir un couvert forestier adéquat pour le caribou seront maintenus.</p> <p>Aucune superficie dans les zones sensibles n’est présente à la prochaine PRAN.</p> <p>- Mario Skelling : Qui effectuera l’évaluation socio-économique de ces mesures? Pierre Desmeules: les impacts seront mesurés à l’aide d’une méthode développée par BMMB pour le caribou forestier, des économistes externes et un économiste du CIFQ.</p> <p>- Mathieu Vallière : Les changements climatiques pourraient-ils diminuer les chances de rétablissement du caribou?</p> <p>- Réjean Blouin : Des mesures sont mises de l’avant sans consultation préalables. Aucune consultation n’est encore annoncée.</p> <p>- Jean Roy : Le plan n’est pas clair, et le niveau de participation des intervenants encore moins. Serons-nous entendus? Peut-on questionner ce plan? Il y a 5 ans, nous avons fait valoir que nous souhaitions être questionnés. Pourquoi ne l’avons-nous pas été au cours des 5 dernières années? Pourquoi attendre alors qu’on sait de longue date qu’un nouveau plan est en élaboration? L’attitude actuelle du Ministère est la même qu’il y a 5 ans. Cela donne le signal qu’il ne faut pas attendre d’être dans une situation d’espèces menacée avant d’agir puisque rendu à ce stade nous sommes en dehors des discussions.</p> <p>Pierre Desmeules : votre sensibilité par rapport à cette question sera relayée.</p>		
5. Gestion de la matière ligneuse non-utilisable	<p>Annie Malenfant responsable de l’équipe du soutien aux opérations, suivi et contrôle effectue la présentation.</p> <p>Le RADF balise la quantité de matières ligneuses pouvant être laissée sur un parterre de coupe (3,5 m³/ha en coupe totale). Si le volume de matière ligneuse dépasse le seuil prescrit, les industriels doivent procéder à leur</p>		

	<p>récupération. Toutefois, Le Ministre autorise de déroger au règlement dans des cas spécifiques. C'est le cas en Gaspésie.</p> <p>Sur notre territoire, 14 usines ont des garanties d'approvisionnement (GA). De celles-ci, neuf sont basées en Gaspésie, principalement au Nord et au Sud (aucune dans la Pointe). Ce sont toutes des usines de sciage. Actuellement, le quart du volume en Gaspésie n'est pas attribué en raison de l'absence de preneurs. Par exemple, les peuplements qui génèrent un trop grand volume de bois de pâte ne sont pas attribués. En effet, s'il n'y a pas de preneur, le ministère n'attribue pas le volume. Cette situation se traduit par la nécessité d'améliorer, la qualité de la fibre qui entre à l'usine, pour compenser la diminution de volume. Pour améliorer la qualité de la fibre et ainsi diminuer la quantité de sous-produits générés par l'usine, on augmente la quantité de matière laissée en forêt. En somme on augmente la qualité du bois et on génère moins de sous-produits qui ne peuvent être écoulés en laissant davantage de matière ligneuse en forêt.</p> <p>Ainsi, l'État autorise une dérogation en Gaspésie. On laisse sur le parterre de coupe de 15 à 25 m³/ha selon le type de peuplement. Chaque année, les BGAD doivent signer l'entente et confirmer qu'ils ne sont pas intéressés par les volumes.</p> <p>Cette entente soulève certains enjeux, qui font l'objet de projets de recherche :</p> <ul style="list-style-type: none">- Difficultés rencontrées lors des travaux sylvicoles : avec plus de MLNU au sol, les parterres sont des endroits moins propices aux reboiseurs et débroussailliers (plus hostiles aux travailleurs).- Crainte de diminuer la rentabilité économique des scénarios sylvicoles (diminuer gains espérés pour l'état).- Compromet l'atteinte du VOIC sur le maintien des fonctions écologiques des sols, dont l'indicateur est le % de terrain remis en production sans andains. <p>Jean-Pierre Hardy : Les volumes non attribués demeurent-ils considérés dans la possibilité forestière</p> <p>Annie Malenfant : Oui, on les considère comme des volumes attribués.</p> <p>Alain Poitras : est-ce que la situation se détériore? A-t-on de plus en plus de difficulté à écouler les sous-produits?</p> <p>Lise Harrison : Le marché des sous-produits tend à se stabiliser depuis quelques années.</p>		
6. Point statutaire : Épidémie de tordeuse des bourgeons de l'épinette : plan spécial	<p>Ce point est présenté par Andrew Gilker. La présentation porte sur les éléments suivants : état actuel de l'épidémie, prévision de défoliation pour 2019, plan spécial, acquisition connaissances et suivis.</p> <p>Défoliation annuelle : elle est calculée à partir de la défoliation sur les poutres de l'année seulement. 2016 : avancement de 20km; 2017 avancement de 30 km : 2018 : avancement 20 km. La 11161 a été moins touchée que prévu en 2018. Des cartes sont incluses dans la présentation et un tableau présentant les superficies défoliées annuellement est présenté. Les superficies touchées augmentent rapidement.</p> <p>Défoliation cumulative : elle est présentée sous la forme d'une cote déterminée par l'addition des défoliations annuelles. On considère qu'à partir d'une cote 15 et plus, la mortalité commence. Dans la 11263, sept années se sont écoulées depuis l'arrivée de la TBE et nous entrons dans la phase mortalité.</p> <p>Ainsi, on commence la récupération dans la 11263.</p>		

	<p>Vulnérabilité régionale : tous les peuplements ne sont pas aussi vulnérables à la TBE. Les peuplements de sapinière pure et de sapinière dominante, les plus vulnérables, comptent pour 11% des peuplements. Ceci correspond à une superficie de 180 000 ha, dont 40 % sont admissibles à l'arrosage. Ces secteurs arrosés ne devraient pas atteindre la phase de mortalité. En plus des secteurs arrosés, on ne prévoit pas non plus de récolte dans certains peuplements vulnérables, notamment les bords de rivières. Il reste donc environ 100 000 ha à récupérer.</p> <p>Indice de défoliation 2019 : basé sur la présence de larves dans des stations pour effectuer un pronostic des défoliations futures (cartes).</p> <p>A partir de cette année, des images satellitaires permettront d'obtenir des informations complémentaires et plus fines de la situation</p> <p>Plan spécial : En 2024, on prévoit que 4,5 M de m³ pourraient mourir dans une seule année, on récolte 1M m³. Il est donc nécessaire de prévoir la récupération des volumes excédentaires. On prévoit également qu'il sera possible de maintenir le respect des VOIC d'une part et le respect des GA d'autre part. Si ce n'est pas le cas, la situation sera présentée en TGIRT. Aucune récolte n'est prévue dans les secteurs identifiés comme COS sensibles caribous.</p> <p>Acquisition de connaissances : des projets d'acquisition de connaissance sur l'arrosage, la protection habitat caribou et la télédétection (notamment l'utilisation de drones) sont prévus, analyse d'impact sur la possibilité forestière de différentes stratégies de récolte (BFEC)</p> <p>- Steve Leblanc: Comment se fait-il que le plan spécial ne prévoit pas une augmentation de volume immédiate? Andrew Gilker: Il s'agit de la première année du plan spécial. On prévoit des ajustements annuels. Actuellement, le plan spécial augmente la récolte dans certains peuplements, mais n'augmente les volumes totaux. Rappelons que lorsqu'un peuplement est qualifié de « mort » ce sont en fait 10 % des tiges qui sont effectivement mortes.</p> <p>- Steve Leblanc : Contrairement à la situation prévalant lors de la dernière épidémie, il n'y a pas de marché pour du bois mort. Mélanie Gaudette: Le scénario considéré est le scénario le plus pessimiste. On reste confiant qu'il sera possible de récupérer les peuplements atteints.</p> <p>- Steve Leblanc: Pourquoi forcer le respect du seuil de 50% pour les AEC? Un peuplement décimé par la TBE diminue également l'AEC, comme coupe. Pourquoi statuer qu'on ne bougerait pas de 50 % des AEC si de toute façon l'épidémie nous fera transgresser ce seuil? Pierre Desmeules: à La TGIRT commune du 13 février 2018, Antoine Richard avait présenté l'impact potentiel de l'épidémie par AEC. Il avait alors été possible de conclure qu'il était possible de récupérer les peuplements sans qu'il y ait besoin de modifier nos objectifs en lien avec les AEC.</p> <p>-Marc-Antoine Allard : Pourquoi l'épidémie a été moins sévère que prévu en 2018?</p>		
--	---	--	--

	Andrew Gilker : seules des hypothèses peuvent être avancées : influence de la température au moment du déplacement des insectes? débourrement tardif des sapins?		
7. Portrait des retombées de la sylviculture	<p>Présenté par Pierre-Luc Desjardins.</p> <p>En Gaspésie, on compte 11 entreprises, dont 9 coopératives. Elles fournissent 600 emplois, dont environ 400 à des travailleurs forestiers. En plus du travail sylvicole à proprement parler, ces entreprises se diversifient par la transformation du bois, comme firmes consultants, et par les opérations forestières et de voirie. Ce sont aussi des entreprises qui se démarquent par leur implication dans leur communauté.</p> <p>En Gaspésie, les entreprises sont surtout exécutantes des travaux prescrits par le Ministère, mais participent également aux suivis. La sylviculture permet de favoriser le retour de la forêt préindustrielle. Elle permet d'augmenter la productivité dans certains secteurs et de favoriser la conservation de secteurs sensibles.</p> <p>Les travailleurs ont une moyenne d'âge de 55 ans. En Gaspésie, la plupart des travailleurs sont locaux, contrairement à d'autres régions. Ils sont en excellente forme physique et sont très loyaux envers leur employeur. Contrairement à la plupart des autres emplois, plus les travailleurs vieillissent, plus leurs revenus diminuent. La retraite est donc difficile et plusieurs continuent à travailler au-delà de 65 ans.</p> <p>Les travaux effectués : beaucoup de remise en production, et de regarni de sentier (enjeu de composition pour favoriser l'épinette blanche). Le dégagement mécanique et le nettoyage sont aussi des activités importantes. L'éclaircie pré-commerciale constitue un outil sylvicole intéressant, mais est peu utilisé en Gaspésie.</p> <p>Défis : Les accidents de travail demeurent encore nombreux. Cette situation s'accroît avec le vieillissement de la main d'œuvre.</p> <p>Le recrutement de main d'œuvre est un défi, notamment en raison des conditions de travail difficiles. L'attraction de travailleurs immigrants n'est pas évidente si les conditions de travail ne sont pas intéressantes. Parmi les migrants recrutés, un grand taux de rotation persiste.</p> <p>La dispersion des traitements sur le territoire est également un enjeu, notamment pour le logement des travailleurs, surtout ceux qui viennent de l'extérieur.</p> <p>Solutions : valorisation de la main d'œuvre, valorisation du métier. Les travailleurs sylvicoles sont souvent perçus comme des travailleurs « bouche-trous ». Il est nécessaire de positionner la foresterie dans la lutte aux changements climatiques pour valoriser ce métier auprès des jeunes.</p> <p>Assurer un meilleur maillage avec les décideurs et assurer une meilleure intégration des entreprises sylvicoles au niveau des différentes étapes, et particulièrement dans la phase de la planification</p> <p>Être attractifs pour les immigrants urbains et de de l'extérieur du pays.</p>	Secteur suivant : portrait de l'industrie du sciage	Steve Leblanc, prochaine TGIRT

[illegible]

	<p>Les enjeux suivants sont visés :</p> <p>Enjeu 1 : retour à l'équilibre entre l'offre et la demande régionale de produits conjoints du sciage. C'est environ 50 % de la bille de bois devient un coproduit. Il est donc essentiel de mettre cette portion en valeur.</p> <p>Enjeu 2 : exploitation des peuplements mixtes qui ne trouvent pas de preneurs pour les feuillus durs ou peupliers. Actuellement, 200 000m³ sont non utilisés faute de preneurs. L'objectif consiste à trouver des débouchés pour ces essences.</p> <p>Enjeu 3 : essor de la seconde et troisième transformation des produits forestiers. Actuellement les 2^e et 3^e transformations sont portés par des très petites entreprises ou des PME : ébénisterie, moulures et armoires de cuisine et préfabriqué. On dénombre environ 40 entreprises en Gaspésie. L'objectif est de supporter ces entreprises et de favoriser leur essor. On se tourne souvent vers l'industrie du sciage pour réaliser la 2^e et 3^e transformation, mais ce ne sont pas nécessairement ces mêmes entreprises qui développeront de nouveaux débouchés..</p> <p>Cartographie de la filière de la production et de la transformation : En Gaspésie, la structure industrielle est peu diversifiée : pas d'usine de pâte ou de panneaux. Il s'agit essentiellement d'usines de sciage.</p> <p>Travaux en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Bioénergie : La cimenterie constitue une opportunité sur ce plan. Actuellement, elle utilise le coke de pétrole. Toutefois, elle s'est engagée à réduire GES en intégrant la biomasse. Actuellement, l'association coopérative forestière régionale de la Gaspésie étudie les meilleurs scénarios pour utilisation biomasse forestière. -Cellules de développement : Établir un modèle d'affaire qui permettrait à la région d'accueillir une nouvelle entreprise en bioénergie, puis d'autres secteurs d'activités. -Accompagnements de promoteurs et d'industriels dans leurs projets de modernisation. -Implication dans la stratégie régionale de productions de bois. 		
11. Visites de terrain	<p>Des visites de terrain touchant les aspects suivant auront lieu dans les prochains mois.</p> <p>Reconnaissance des étangs vernaux : début juin à mi-juin. Deux formations sont prévues, une dans le secteur de Cloridorme et l'autre dans le sud de la péninsule. Les travailleurs en lien avec le marquage (balisage) sont particulièrement visés, mais la formation sera offerte à tous les participants des TGIRT.</p> <p>Outils de collecte de données sur l'état des traverses de cours d'eau : formation entre la mi-juin à la fin juin. Une formation est prévue dans chaque UA. Les entreprises susceptibles d'effectuer des inventaires sur les traverses de cours d'eau ou des travaux sur les traverses de cours d'eau sont particulièrement visées.</p> <p>Visites terrain dans chaque UA : Visites de terrain visant à voir concrètement les réalités qui sont discutés en TGIRT : AIPL, coupe partielles, arches et déversoirs, fermeture chemins, travaux sylvicoles. Ces visites auront lieu au début septembre.</p>	Marianne proposera des dates en mai, selon la vitesse de la fonte de la neige.	
12. Prochaine rencontre commune	Début mai, à Gaspé		
13. Fin de la rencontre	15 h 15		